N°. 14. 1812.

JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

MARDI, le 18 Février.

EMPIRE FRANÇAIS.

BOIS-LE-DUC, *le 17 Février.*

Hauteur des eaux de la meuse à Grave.
Le 16 Février . . . . . . 12 pieds 9 pouces.

PARIS, *le 9 Février.*

Rapport à Sa Majesté sur l'octroi de Rouen.

SIRE,

Votre bonne ville de Rouen éprouve une perte considérable sur son octroi, et cette perte est le résultat, non d'une diminution dans les revenus, mais de la malversation.

Deux hommes se présentent d'abord comme auteurs de cette malversation: l'un est un sieur *Auger*, receveur municipal; l'autre un sieur *Branzon*, directeur de l'octroi.

Le premier chargé de la recette de la ville depuis plus de seize ans, abusait de la confiance qu'il avait usurpée, et continuerait peut-être d'en abuser encore, si la vigilance du ministre du trésor impérial n'avait mis un terme à cette infidélité. Ce ministre, surpris des retards que ce receveur mettait à se conformer au décret impérial du 22 février 1811, et sachant que depuis plus de sept mois aucune portion de l'octroi, représentative de la contribution mobilière, n'avait été versée dans la caisse du receveur général, exigea des états de situation dont il ne fut pas satisfait. Il demanda des éclaircissemens qui ne lui furent pas donnés. Le maire ayant eu ordre de vérifier la caisse du receveur municipal, procéda à cette vérification les 2 et 3 septembre dernier, et en transmit les procès-verbaux au ministre. Celui-ci ayant remarqué qu'il avait été procédé à cette opération avec trop de ménagement et de complaisance de la part du maire, lui fit des observations auxquelles il fut mal répondu. Il demanda entr'autres choses pourquoi le bordereau de situation de la caisse municipale du 31 juillet précédent, présentant un en-caisse numéraire de 55,399 fr. 90c., on n'avait plus trouvé au 3 septembre dans cette caisse que 293 fr. 75 c., et le maire ne lui donna la dessus aucune explication.

Le ministre envoya un inspecteur pour vérifier la comptabilité, non seulement du receveur municipal, mais encore du directeur de l'octroi, ne doutant pas qu'il n'y eût entre ces deux hommes une intellligence criminelle. Déjà ce directeur avoit pris la fuite, et depuis ce temps il a échappé à toutes les poursuites de la police. Le receveur, suspendu d'abord de ses fonctions, avait été mis sous la garde de deux gendarmes; mais pendant le cours des opérations de l'inspecteur du trésor, il est parvenu à s'évader, et a su de même jusqu'ici se soustraire à toute recherche. L'inspecteur trouva les registres de ces deux hommes dans le plus mauvais état, il mit tous le mois d'octobre à vérifier leur comptabilité, procédant au dépouillement de toutes les pièces s'aidant des déclarations du receveur, et depuis la suite de ce dernier, des renseignemens qui lui étoient fournis par son chef de comptabilité, ainsi que de ceux du fondé de pouvoirs du directeur et du receveur de la régie.

Comme les comptes du receveur municipal avaient été jugés difinitivement jusqu'en 1808 inclusivement, l'examen de l'inspecteur ne porta que sur l'époque du 1er janvier 1809 au 2 septembre dernier, jour de

DINGSDAG, den 18 Februarij.

FRANSCH KEIZERRIJK.

'sHERTOGENBOSCH, *den 17 Februarij.*

De hoogte van de Maas te Grave was.
Den 16 Februarij . . . . . . 12 voeten 9 duimen.

PARIJS, *den 9 Februarij.*

Rapport aan Z. M. over het octrooi der stad Rouaan.

SIRE,

Uwe goede stad Rouaan ondergaat een zwaarwigtig verlies op het octrooi, en dit verlies is niet het gevolg van eene vermindering der inkomsten, maar van eene malversatie.

Twee mannen vertoonen zich hier al dadelijk als de aanleggende oorzaken dier malversatie: de een is zekere heer *Auger*, stedelijke ontvanger, en de ander zekere heer *Branzon*, directeur van het octrooi.

De eerstgenoemde meer dan zestien jaren met den stedelijken ontvangst belast, maakte een misbruik van het vertrouwen, waar hij zich ingedrongen had, en zoude waarschijnlijk nog verder daarin zijn voortgevaren, zoo de waakzaamheid van den minister der keizerlijke schatkist eindelijk geen paal en perk aan die ontrouw gesteld had. Gezegde minister bevreemd over het achterlijk blijven van dezen ontvanger, in het opvolgen van het keizerlijk decreet van den 27 Februarij 1811, en bewust dat 'er sedert meer dan zeven maanden niets van wegen het octrooi, ter daarstelling van de belasting op het mobilair, in de kas van den ontvanger-generaal gestort was, eischte eenen staat van de gesteldheid des ontvangers, over welke staat hij niet voldaan was. Hij vroeg vervolgens ophelderingen, en deze werden hem niet gegeven. De maire die gelast geworden was om de staat der kas van den stedelijken ontvanger te gaan opnemen, deed zulks op den 2 en 3 September ll., en zond de proces-verbalen daarvan bij den minister in: deze opgemerkt hebbende dat 'er aan zijde van den maire, in dit onderzoek met al te veel zagtheid en toegeeflijkheid was te werk gegaan, gaf hem dit te kennen en hierop wierdt onvoldoende geantwoord. Hij vroeg hem onder anderen waarom, daar het uit de opgave der gesteldheid van de stedelijke kas, de dato 31 Julij bevorens gedaan, bleek, dat 'er als toen 55,399 fr. 90 c. gereed geld in kasse geweest was, men den 3 September niet meer dan 293 fr. 75 c. in dezelve bevonden had; doch de maire gaf hem daaromtrent geene opheldering.

De minister zond een inspecteur, om de comptabiliteit niet alleen van den ontvanger, maar tevens van den directeur van het octrooi na te zien en te onderzoeken, niet twijfelende of 'er bestond eene strafwaardige verstandhouding tusschen die twee mannen; de directeur had zich alrede weggemaakt, en van die tijd af aan, aan alle de vervolgingen der politie weten te ontsnappen. De ontvanger aanvankelijk in zijn ambt geschorst, wierdt onder de bewaring van twee gendarmen gesteld, dan 't was hem, terwijl den inspecteur van de keizerlijke schatkist met zijn onderzoek bezig was, gelukt te ontkomen, en hij wist zich eveneens tot hiertoe, buiten het spoor van alle navorsching te houden. De inspecteur bevond de registers van die twee mannen in een zeer slechten staat. Hij bezigde de geheele maand October in het nazien hunner comptabiliteit en het uit een schiften van alle de stukken, behelpende zich daarin met de verklaringen van den ontvanger, en sedert zijne vlugt, met de ophelderingen die hem door zijn chef van de comptabiliteit en door den zaakgelastigde van den directeur en den ontvanger der beheering gegeven wierden.

Daar de rekeningen van den stedelijken ontvanger tot en met den jare 1808 finaal waren afgehoord en gesloten, bepaalde den inspecteur deszelfs onderzoek alleen over het tijdvak van den 1 januarij 1809 tot den 2 september l.l.,

a suspension de ce receveur. Cet examen découvrit, dans la caisse municipale, un deficit bien plus considérable que celui qui avait été constaté précédemment par le maire, lequel ne montait qu'à 56,423 fr. 57 c.; tandis que, comparaison faite du montant des recettes avec celui des dépenses, tant régulières qu'irrégulières, le débet du receveur se trouva être de 237,389 fr. 84 c. Quant au sieur *Branzon*, nous observerons d'abord qu'il était directeur de l'octroi depuis l'an X. Il y avait eu deux régies intéressées, l'une qui avait duré depuis le 1er ventôse an X. jusqu'au 31 décembre 1808; l'autre depuis cette dernière époque jusqu'au 1er septembre dernier. Or ce directeur a été reconnu reliquataire, sur la première régie, de 594,746 fr. 64 c.; et sur la seconde, de 91,971 fr. 72 c.; total, 686,718 fr. 36 c. Il faut ajouter à cette somme celle de 145,688 fr. 75 c., provenant, 1.° de recouvremens effectués en effets de commerce, et dont *Branzon* ne s'était pas encore chargé en recette; 2.° des cautionnemens versés entre ses mains par les divers préposés de la régie; 3.° d'effets souscrits par lui, trouvés dans la caisse municipale, et dont il reste le principal obligé, ce qui porte le deficit de *Branzon*, à 832,407 fr. 11 c., lequel, ajouté à celui du sieur *Auger*, fait un débet total de 1,069,796 fr. 95 c.

Tel est le résultat de la vérification de l'inspecteur du trésor impérial; mais il faut observer que ce débet de plus d'un million n'a été calculé que d'après les recettes connues, les registres publics et les pièces ostensibles. Or, il parait qu'à Rouen comme à Anvers, il y avait aussi des recettes secrètes: c'est ce qui résulte des renseignemens transmis par l'auditeur au conseil d'état, commissaire spécial de police à Rouen. En effet, d'après les informations qu'il a faites, on voit que, quand les marchands de vin ou de cidre, par exemple, se présentoient aux bureaux de l'octroi pour faire la déclaration des boissons qu'ils vouloient faire entrer, on leur accordait un crédit de trois mois; mais que ces déclarations, au lieu d'être portées sur les registres destinés à cet objet, l'étoient simplement sur des feuilles volantes émargées d'un numéro fictif. Nous avons sous les yeux deux de ces déclarations, lesquelles sont visées par un sieur *Roman de Viller*, et vérifiées par un sieur *Lehure*, sous la date du 24 septembre 1806.

Le commissaire assure qu'à l'échéance des trois mois accordés pour le crédit, le prix des marchandises déclarées étoit perçu, non par le caissier ordinaire de la régie, mais par un autre commis qui comptait particulièrement avec ce sieur *Roman* de *Viller*, lequel était alors chef de la comptabilité de l'octroi, et qui est aujourd'hui directeur du dépôt de mendicité établi à Rouen. Il ajoute que d'après le nombre des déclarations de cette espèce qu'il a entre les mains et d'après les dépositions qu'il a recueillies sur cet objet, ce genre de fraude peut être évalué à 60,000 fr. par an. Le même commissaire parle d'une autre espèce de fraude, qui consistait dans la confection de doubles bordereaux de recettes, les uns fidèlement dressés sur les produits effectifs, les autres arbitrairement réduits par le sieur *Branzon* et destinés seuls à servir de base à sa comptabilité envers la caisse municipale.

Voici comme on agissait: Tous les trois ou quatre jours, les receveurs initiés dans la fraude rédigeaient les bordereaux de leurs recettes effectives, les contrôleurs vérifiaient ces bordereaux, et les remettaient ensuite à la régie. Le lendemain ou le surlendemain, ces bordereaux étaient rendus aux receveurs, avec l'indication au dos de la somme à laquelle ils devaient être réduits; indication ordinairement précédée de la lettre *R*, qui signifiait *réduire*. Alors les receveurs, faisaient un second bordereau présentant le même nombre d'articles, mais réduits de manière que leur addition formât précisément la somme indiquée en chiffres au dos du premier bordereau.

Le commissaire indique six de ces receveurs, dont un a déjà avoué le fait. On y retrouve ce même *Lehure* qui signait les feuilles volantes dont nous avons parlé plus haut.

On voit aussi par les renseignemens transmis par

zijnde het oogenblik waarin dien ontvanger in zijn ambt geschorst geworden was. Dit onderzoek bragt een vrij aanzienlijker te kort komen in de gemeenteskas, dan dat, het welk te voren door den maire bevonden was en maar 56,423 fr. 57 c. beliep, aan den dag, alzoo uit de vergelijking van den ontvangst met de gewone als buitengewone uitgaven bleek, dat de ontvanger eene somme van 237,389 fr. 84 c. schuldig was gebleven. Wat aangaat de heer *Branzon*, wij zullen vooraf aanmerken dat hij directeur was van het octrooi sedert het jaar 10; er waren twee interessante beheeringen voorhanden geweest, waarvan de eene van den 1 ventose 10 jaar, tot den 31 december 1808, en de andere van sedert die gezegden tijd, tot den 1 september l.l. geduurt had. Nu had men bevonden dat die gezegde directeur, op de eerste beheering 594,746 fr. 64 c. en op de laatste 91,971 fr. 72 c., dat is in zijn geheel 686,718 fr. 36 c., in agterstand was gebleven. Men moet bij die som nog voegen die van 145,688 fr. 75 c., spruitende, 1.° uit gedane invorderingen van handels-effecten welke *Branzon* nog niet in ontvangst genomen had, 2.° uit borgtogten door verscheide beambten der beheering aan hem voldaan, en 3.° uit papieren door hem geteekend en in de gemeenteskas bevonden, waarin hij als de principale schuldenaar voorkwam, al hetwelke het te kort komen van *Branzon* tot eene som van 832,407 fr. 11 c. doet stijgen, en gevoegd zijnde bij dat van welgemelde *Auger*, te samen eene vereenigde schuld van 1,069,796 fr. 95 c. uitmaakt.

Zie daar het resultaat van het onderzoek door den inspecteur der keizerlijk schatkist gedaan, waarbij men nog moet opmerken, dat deze de som van meer dan een millioen overtreffende schuld, slechts berekend is naar de gewone ontvangsten, de openbare registers en de blijkbare bescheiden daarvan voorhanden zijnde. Nu schijnt het dat er te Rouaan even als te Antwerpen, ook geheime ontvangsten bestonden; iets hetwelk uit de verklaringen door den auditeur bij den staatsraad en speciale commissaris van politie te Rouaan afgegeven, is komen te blijken. En in waarheid, uit de informatien door hem ingewonnen, ziet men, dat bij voorbeeld, wanneer de kooplieden van wijn of appelwijn zich aan de bureaux van het octrooi vervoegden, om de dranken die zij begeerden in te laten, aan te geven, men hun een credit van drie maanden gaf, terwijl die aangifte, in plaats van geboekt te worden op de registers daartoe bestemd, eenvoudig gesteld wierden op losse bladen papier, die op den rand met een verdicht nommer beschreven waren. Wij hebben twee soortgelijke aangiften van den 24 september 1806, geviseerd door zekeren *Roman de Viller* en geverifieerd door eenen *Lehure*, onder onze berusting.

Voorschreve commissaris verzekert ons, dat op het einde van de verleende drie maanden credit, de prijs der aangegeve koopmanswaren, niet door de gewone kassier van de beheering, maar door een andere klerk, die afzonderlijk met de heer *Roman de Viller* rekening hield, ontvangen wierd: deze was toenmaals chef der comptabiliteit van het octrooi en is thans directeur van het bedelaars werkhuis te Rouaan. Hij voegt daarbij, dat volgens het getal der aangiften van dezen aard onder hem berustende, en volgens de kondschappen die hij ten dezen aanzien ingewonnen heeft, dit soort van frauduleuzen handel op 60,000 fr. in het jaar geschat kan worden. Dezelfde commissaris spreekt van nog een ander soort van bedrog, hetwelk bestond in het maken van tweevoudige staten van ontvangst, de eene naar waarheid opgemaakt over den effectiven opbrengst, en de andere naar willekeur door den heer *Branzon* verminderd en alleen bestemd om tot grondslag van zijne comptabiliteit omtrent de stads kasse te dienen.

Zie hier hoe men te werk ging; alle drie of vier dagen maakten de ontvangers, die in dezen frauduleuzen handel ingeleid waren, de staten op van hunnen wezentlijken ontvangst, de controleurs verifieerden en dienden dezelve vervolgens bij de beheering in. Een of twee dagen daarna wierden die staten aan de ontvangers terug bezorgt met een nota op den rug geschreven, aanwijzende de som waarop dezelve bekort of verminderd moesten worden; eene aanwijzing gewoonlijk voorafgegaan met de letter *R*, beteekenende *Reductie*. De ontvangers maakten dan een tweede staat of borderel op, dewelke wel hetzelve getal van artikels inhield, maar zoodanig verminderd was, dat den optrek juist de som uitleverde welke in cijffers op den rug van het eerstgenoemde borderel stont aangewezen.

De commissaris noemt zes van die ontvangers op, welke het feit bereids bekend hebben, en onder deze vindt men die zelve *Lehure*, welke gewoon was de losse bladeren, waarvan hierboven gesproken is, te teekenen.

Men ziet van gelijken in de inligtingen door den commis-

le commissaire, qu'au lieu de verser chaque mois, en numéraire, dans la caisse municipale, le directeur de l'octroi ne donnait que des billets à trois mois d'échéance; qu'il avait gardé dans ses mains le montant des cautionnemens qu'il avait exigé des receveurs particuliers; que même il avait rendu quelques uns de ces cautionnemens, sans doute, à ceux de ces receveurs qui favorisaient la fraude; qu'il frustrait les hospices de leur moitié dans le produit des amendes; qu'il accordait des exemptions à des fonctionnaires publics; que durant le cours de sa première régie, au lieu de compter séparément et de clerc à maître, comme le portait une clause expresse de son bail, des droits additionnels établis en messidor an XIII, il les confondit jusqu'à la fin de ce bail, avec des droits primitifs qui avaient servi de base à son traité, et que cette confusion a fait perdre à la ville une somme considérable.

De tous ces faits, il résulte clairement que les sieurs *Branzon* et *Auger* sont coupables d'infidélité et de malversation dans leur gestion. On ne peut pas douter qu'ils n'aient des complices, car de tels abus supposent toujours le concours de plusieurs personnes; mais, excepté ce que nous avons dit au sujet de quelques receveurs, il nous seroit difficile d'entrer à cet égard dans des détails positifs.

Ainsi, bien que la voix paroisse s'élever contre les fonctionnaires chargés de la surveillance de l'octroi, nous ne nous permettrons pas même de les soupçonner d'avoir participé aux dilapidations; mais il nous est impossible de ne pas leur reprocher au moins une extrême négligence et un oubli total et bien répréhensible de leurs devoirs. N'est-il pas évident que si, comme ils le devoient, ils avoient surveillé la gestion et vérifié exactement la comptabilité du receveur municipal et du directeur de l'octroi, les énormes abus qui ont existé, et la perte immense qui en a été la suite, n'auroient pas eu lieu? Quoi! il est démontré que sur sa première régie le directeur étoit en débet de près de 600,000 fr. et au lieu de constater ce débet, ou, si on l'avait constaté, au lieu d'en exiger le paiement, on lui accorde l'adjudication de la seconde régie, et on la lui accorde au mépris de soumissions plus fortes que la sienne! car on pose en fait qu'il y en avait une entr'autres qui la surpassait de 160,000 fr. par an. Comment souffrait-on qu'au lieu du numéraire que chaque mois on devait verser dans la caisse municipale, on n'y versât que du papier à trois mois d'échéance? Quelle confiance pouvait-on avoir dans ce directeur, qui n'était connu que comme un aventurier en affaires, qui couvrait la place de ses billets, et qui affichait dans tous les genres un luxe scandaleux?

Pourquoi permettait-on qu'il violât ouvertement les clauses essentielles de son bail? Comment, car le fait nous est attesté, tandis que cet homme dévorait les revenus de la ville et du gouvernement, pouvait-on lui accorder des dégrèvemens? Conçoit-on qu'on fût déjà arrivé au 1er septembre de cette année, sans qu'on eût encore rien versé dans la caisse du receveur-général pour le remplacement de la contribution mobiliaire qui doit s'acquitter chaque mois par douzième, et que tout le monde eût gardé le silence là-dessus? En sorte que la ville de Rouen, qui perd déjà immensément sur la partie de l'octroi qui lui appartient, se voit encore poursuivie pour celle qui appartient au gouvernement.

Nous ne pouvons passer sous silence un dernier fait consigné dans les pièces qui nous ont été remises, c'est qu'en 1807, une dénonciation légale fut faite au magistrat de sûreté contre le sieur *Branzon*; dénonciation portant sur les infidélités de ce directeur. Ce magistrat voulait en suivre l'effet, mais l'affaire fut revendiquée comme administrative par la préfecture, et il n'en fut plus question, et les abus continuèrent.

Y a-t-il connivence frauduleuse de la part des

faris opgegeven, dat de directeur van het octrooi, in plaats van alle maanden gereed geld in de gemeenteskas te storten slechts briefjes op drie maanden tijd, er in afgaf; dat hij het bedragen der borgtogten, van de particuliere ontvangers geëischt, in handen had gehouden; dat hij zelf sommige dier borgtogten had terug gegeeven, ongetwijfeld aan die gemen der ontvangers, welke zijn gepleegd bedrog begunstigden; dat hij de godshuizen voor de helft beroofde van den opbrengst der boeten; dat hij aan publieke ambtenaren vrijstellingen verleende; dat hij gedurende den loop van zijne eerste beheering, in plaats van over de additioneele regten in messidor van het jaar 13 daargesteld, afzonderlijke rekening *tusschen klerk en meester* te houden, zoo als eene voorwaarde van zijn contrakt uitdrukkelijk medebragt, dezelve tot op het einde van zijn contrakt, met de primitive regten, die tot grondslag van zijn gezegd contrakt gestrekt hadden, vermengde, en dat deze vermenging de stad eene aanzienlijke som had doen verliezen.

Uit alle deze daadzaken blijkt het zonneklaar, dat de heeren *Branzon* en *Auger* schuldig zijn aan ontrouw en malversatie in hun bestuur. Het leid geen twijffel of zij hebben hunne medepligtigen; immers zoo groote misbruiken veronderstellen altijd de medehulp van onderscheide personen; met dat alles, uitgezondert het geene wij gezegd hebben ten aanzien van sommige ontvangers, zoude het ons moeijelijk vallen, in dit stuk iets stelligs te verzekeren.

Dientengevolge, offchoon er eene stem zich schijnt te verheffen tegen de ambtenaren, belast met het toezigt over het octrooi, zullen wij ons zelfs niet veroorloven, hen verdagt te houden van eenig deel in die geldverspillingen gehad te hebben; doch is 't ons onmogelijk, hun ten minsten niet eene alleruiterste agtelooshcid en eene algeheele en zeer berispenswaardige vergetelheid hunner pligten te verwijten. Is het niet te denken, dat wanneer zij, zoo als het hunnen pligt medebragt, een waakzaam oog over het bestuur gehouden en naauwkeuriglijk de comptabiliteit van den stedelijken ontvangst en van den directeur van het octrooi geverifieerd hadden, de enorme misbruiken, die nu bestaan hebben en het ontzaggelijk verlies, hetwelk er het gevolg van geweest is, geen plaats zouden gehad hebben? Hoe! het is bewezen dat den directeur op desselfs eerste beheering bij de 600,000 francs in achterstand was, en in plaats van dit agterwezen te constateren, of indien men het geconstateerd had, in plaats van er voldoening van te vorderen, staat men hem nog bij verpachting eene tweede beheering toe, en zulks met verguizing van andere gedane inschrijvingen, die een veel hooger bod dan het zijne inhielden! want men geeft als zeker op, dat er onder anderen eene inschrijving voorhanden was, dewelke zijn aanbod met eene som van 160,000 francs in het jaar te boven ging. Waarom duldde men dat er, in plaats van gereed geld hetwelke ieder maand in de gemeenteskas gestort moest worden, slechts briefjes, op drie maanden tijd in, gestort wierden? welk een vertrouwen konde men stellen in dezen directeur, welke niet anders bekend stond, dan als een waaghals in alle zaken, die de plaats welke hij bekleedde met zijne papiere schuldbrieven bedekte, en eene ergerlijke weelde en pragt van allen bedenkelijken aard ten toon spreide?

Waarom gedoogde men dat hij openlijk de wezenlijkste voorwaarden van zijn contrakt schond? Hoe konde men dezen man, immers het is eene bewezene zaak, terwijl de inkomsten van de stad en van het gouvernement door hem verslonden wierden, nog ontheffingen van schuld toestaan? Is het te begrijpen dat men reeds tot aan den 1 September van dit jaar was genaderd, zonder dat er nog iets in de kas van den ontvanger-generaal tot daarstelling der belasting op het mobilair, hetwelk alle maanden bij twaalfde gedeeltens voldaan moet worden, gestort was, en dat een ieder daaromtrent het diepste stilzwijgen hield; waarvan het gevolg is dat de stad Rouaan, welke reeds op dat gedeelte van het octrooi, hetwelk haar toestendig is, een ontzachgelijk verlies lijdt, zich nu nog daarenboven achtervolgd ziet voor dat gedeelte hetwelk aan het gouvernement toebehoord?

Wij kunnen ten slotte met stilzwijgen niet voorbij gaan eene daadzaak, welke men in de stukken die ons overgegeeven zijn beschreven heeft; te weten, dat er in 1807 eene legale betigtiging tegen den heer *Branzon*, aan de magistraat van zekerheid is gedaan geworden, eene betigtiging van ontrouw door dezen directeur gepleegd. Gezegde magistraat wilde daarop regtsvervolgingen tegen hem te werk te stellen, edog de zaak wierd door de prefektuur als administratief aan zich getrokken, er wierd verder niets meer van gerept en de misbruiken gingen hunnen vorigen gang.

Heeft hier een schuldpligtige oogluiking aan zijde der amb.

fonctionnaires chargés de la surveillance de l'octroi, ou ne sont-ils coupables que d'une négligence aveugle? C'est ce qui ne peut être bien éclairci que par les informations rigoureuses et les poursuites sévères auxquelles cette affaire doit donner lieu. Il sembleroit, Sire, que nous devrions proposer à V. M. la suspension de ces fonctionnaires publics; mais nous observons qu'ils n'ont pas même été interrogés. Nous nous bornons donc à proposer à V. M. d'ordonner, à son grand-juge ministre de la justice, de faire exécuter les lois de l'Empire contre les auteurs et complices des dilapidations commises dans la perception de l'octroi de Rouen, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation particulière à l'égard de ceux de ces complices qui pourroient invoquer la garantie de l'art. 75 de l'acte constitutionel du 22 frimaire an 8.

Le 8 janvier S. M. l'Empereur et Roi a statué sur ce rapport en ces termes:

„ Renvoyé au grand-juge ministre de la justice. Témoigner notre satisfaction au ministre de notre trésor, et aux officiers de la trésorerie qui ont mis au jour d'aussi énormes dilapidations. Notre ministre de l'intérieur suspendra de leurs fonctions le préfet et le maire, les fera venir à Paris et nous fera connaître leur justification. Des magistrats aussi négligens ne pourraient plus avoir notre confiance. Notre grand-juge ordonnera à notre procureur-général-impérial, près notre cour impériale de Rouen, de faire un enquête extraordinaire et de poursuivre par tous ses moyens les auteurs, fauteurs et complices d'un pareil crime. Nous suspendons, pour cette affaire, l'effet de l'art. 75 de l'acte constitutionnel du 22 frimaire an 8. Notre ministre de l'intérieur fera connaître aux préfets de l'Empire qu'ils doivent porter une attention particulière à la comptabilité des communes, et que nous les rendons responsables des abus qui pourraient exister par suite de leur négligence ou de leur défaut de surveillance.”
(*Journal de l'Empire.*)

NOUVELLES OFFICIELLES DES ARMÉES IMPÉRIALES EN ESPAGNE.

Les novelles de l'armée de Valence porteut que le désarmement des milices de Valence s'est opéré rapidement par les soins du duc d'Albuféra: 40,000 fusils anglais, une quantité énorme d'armes blanches, des pistolets, etc. ont été livrés à l'artillerie française. On a découvert beaucoup de magasins d'équipemens pour la cavalerie et l'infanterie, des habillemens confectionnés et des draps rouges anglais destinés à un corps d'armée. Une contribution de deux cent millions de reaux a été imposée sur la province de Valence. La ville a fourni en outre 400 mulets harnachés complettement, pour le service de l'artillerie.

L'archevêque de Valence, homme respectable, ainsi que la principale noblesse du pays et les magistrats, qui gémissaient depuis longtems des atrocités et des abus de tout genre d'une Junte forcenée, sont rentrés dans la ville, où ils ne craignent plus le jong d'une terreur épouventable: 1500 moines furibonds ont été arrêtés et conduits en France; les chefs de l'insurrection, habitués de la maison du consul anglais, ainsi que les sicaires de ce misérable, ont été exécutés sur la place publique, au grand contentement des bons habitans qui n'avaient point participé à l'assassinat des Français.

Toute la province de Valence est maintant soumise jusqu'au-delà du Cap-Martin. Alcira, Saint-Philippe, Gandia et Denia sont au pouvoir de S. M.: Denia est une place très forte sur le bord de la mer, à vingt lieues d'Alicante et près du Cap-Martin.

La communication avec Madrid est parfaitement établie par Roquena et Cuença.

Le général *Habert* a trouvé à Dénia 69 pièces de canon ou mortiers et une grande quantité de cartouches. L'armée de Valence jouit de la meilleure santé; il n'y a point de maladies.

(*Moniteur.*)

(*La suite au prochain numéro.*)

tenaren belast met het toezigt over het octrooi plaats gehad, of zijn dezelve alleen schuldig aan eene verblinde agteloosheid? Dit is iets het geen niet wel opgehelderd kan worden dan door allernauwkeurigste informatien te nemen en gestrenge agtervolgingen in regten waartoe deze zaak aanlijding moet geven, te werk te stellen. Het schijnt, Sire, dat wij aan U. M. behoren voortestellen eene schorsing van deze openbare ambtenaren in hunne functien, dan wij merken aan dat dezelve niet eens verhoord geweest zijn. Wij bepalen ons derhalven U. M. voortedragen deszelfs groot-regter minister van justitie te gelasten, om de wetten van het rijk in uitvoer te doen brengen tegen de aanleggers en medepligtigen van de bij den ontvangst van het octrooi van Rouaan gepleegde geldverspillingen, en zulks zonder dat 'er eene bijzondere magtiging ten aanzien van zodanige medepligtigen, welke de vrijwaring van art. 75 der constitutioneele akte van den 22 frimaire 8ste jaar zouden kunnen inroepen, zal behoren vooraftegaan.

Den 8 januarij heeft Z. M. de Keizer en Koning op dit rapport het volgende besloten:

„ Verzonden aan onzen groot regter minister van justitie. Betuigen onze voldoening aan den minister van onze schatkist, mitsgaders aan de beambten bij de thesaurie, die zulke ontzaggelijke geldverspillingen hebben aan den dag gebragt. Onze minister van binnenlandsche zaken zal den prefekt en den maire in hunne ambtsbezigheden schorsen, zal hen naar Parijs ontbieden en ons hunne regtvaardiging doen kennen. Zulke nalatige magistraats-personen kunnen ons vertrouwen niet meer bezitten. Onzen groot-regter zal onzen keizerlijken procureur-generaal bij ons keizerlijk geregtshof te Rouaan gelasten, om een buitengewoon onderzoek te doen, en, met alle magt, de aanleggers, heelers en medepligten van eene dergelijke misdaad te vervolgen. Wij heffen, voor dit geval, op, de uitwerking van art. 75 der constitutionele akte van den 22e frimaire 8e jaar. Onze minister van binnenlandsche zaken zal de prefekten des rijks doen weeten, dat zij op de comptabiliteit der gemeenten eene bijzondere aandacht moeten verleenen, en dat wij hen verantwoordelijk stellen voor de misbruiken, die, ten gevolge van hunne nalatigheid of van hunne achteloosheid, zouden mogen voortkomen.”
(*Journal de l'Empire.*)

OFFICIELE BERIGTEN DER KEIZERLIJKE LEGERS IN SPANJE.

De berigten van het leger van Valencia houden, dat door de zorgen van den hertog van Albufera de ontwapening der landweer van Valencia spoedig is bewerkstelligd: 40,000 engelsche geweeren, eene groote hoeveelheid blank geweer pistolen, enz., zijn aan de fransche artillerie uitgeleverd geworden. Men heeft vele magazijnen van uitrusting, zoo voor de kavallerie als infanterie, gevonden, gemaakte kleederen benevens rood laken, voor een leger-korps bestemd. Eene brandschatting van twee honderd millioenen realen is aan de provintie Valencia opgelegd. De stad heeft daarenboven, ten dienste der artillerie, 400 opgetuigde muilezels geleverd.

De aartsbisschop van Valencia, een waardig man, gelijk mede de voornaamste adel van dat land, en de magistraats personen, die sedert lang onder de wreedheden en misbruiken van allen aard eener wrede junta zuchten, zijn in deze stad terug gekomen, alwaar zij niet meer het juk der schrikkelijke vreeze te duchten hebben: 1500 uitzinnige monniken zijn gearresteerd en naar Frankrijk gevoerd geworden, de opperhoofden der opstandelingen, huisvrienden van den engelschen consul, gelijkmede de sluikmoordenaars van dien ellendige zijn op de publieke plaats, tot groot genoegen der goede ingezetenen, die aan den moord der franschen geen deel genomen hadden, ter dood gebragt.

De geheele provincie van Valencia is thans onderworpen, tot aan Cap-Martin toe. Alcira, San-Philippe, Gaudia en Denia zijn in de magt van Z M.: Denia is eene zeer sterke plaats, aan den oever van de zee, op twintig mijlen van Alikante en bij Cap-Martin, gelegen.

De gemeenschap met Madrid, over Roquene en Guença, is volkomen vrij.

De generaal *Habert* heeft te Denia 69 stukken kanon of mortieren en eene groote hoeveelheid patronen gevonden. Het leger van Valencia geniet de beste gezondheid; er zijn geene zieken bij hetzelve. (*Moniteur.*)

(*Het vervolg in ons eerstkomende nummer.*)

A *Bois-le-Duc*, de l'Imprimerie du Bureau du Journal, chez H. PALIER ET FILS ET P. ARKESTEYN, Imprimeurs de la Préfecture. 1812.